
**Notes pour une allocution de la cheffe de l'opposition officielle
En réplique au discours inaugural du premier ministre
Le 20 octobre 2021**

Monsieur le Président,

En entendant le premier ministre hier, j'ai pensé aux *Belles histoires des pays d'en haut*.

Plus précisément, j'ai pensé au regretté Jean-Pierre Masson qui interprétait le rôle de Séraphin Poudrier dans la version originale.

Vous vous souviendrez peut-être que ce rôle lui avait tellement collé à la peau, qu'il n'a jamais occupé d'autres rôles majeurs par la suite.

Vous comprenez sans doute ce que je veux dire.

Le premier ministre avait la crainte de vivre le même genre de situation.

Il craignait d'être dans l'œil des Québécois l'homme d'un seul rôle, le premier ministre d'une seule crise.

Il craignait que les Québécois peinent à l'imaginer dans une autre situation que la pandémie

Un homme et son péché, un premier ministre et sa pandémie.

.....

Alors hier, il nous a servi le grand jeu.

Après 20 mois de crise sanitaire, il veut se présenter comme celui avec des solutions.

Mais on lit très bien à travers son jeu.

On veut nous faire croire à une soi-disant vision, mais rien n'est plus absent.

Rien n'est plus absent Monsieur le Président, parce que dans le geste même de ce renouveau artificiel

Et on retrouve les pires travers auxquels le premier ministre nous a habitués.

A-t-on vu dans les dernières semaines, le premier ministre rencontrer

des infirmières,

des éducatrices,

des enseignants,

des gens d'affaires,

des aînées,

des jeunes?

M. le Président s'il l'avait fait, il n'aurait pas tenu le discours qu'il a tenu hier.

S'il avait été à la rencontre des Québécois, il n'aurait pas eu que de bonnes intentions, mais il aurait aussi eu des solutions.

JEUNES

Sérieusement, est-ce que le premier ministre s'est assis récemment avec des jeunes de 12-14-25 ans ? Parce que s'il l'avait fait il se rendrait compte des priorités.

- **Éco-anxiété** : De quoi est-ce que nos jeunes nous parlent ? De l'eau, de l'environnement, des changements climatiques ? C'est ça qui les préoccupe.
- Ton paternaliste
- Besoin d'être écouté
- 53^e minute pour environnement – s'il s'était assis avec les jeunes, ils n'auraient pas attendu 53 secondes pour lui en parler.

Ce que le PM nous a montré hier démontre à quel point il n'est pas connecté avec cette réalité-là.

.....

RÉGIONS

A-t-on vu le premier ministre prendre part à des discussions dans les régions?

Tellement pas, que le maire de Senneterre a parcouru 800km pour venir donner son numéro de téléphone en pleine conférence de presse dans l'espoir qu'on le rappelle.

Pour que quelqu'un au gouvernement daigne le rappeler.

800km pour 8 minutes.

C'est ça, le gouvernement des régions?

Pire que ça. Tout juste après, le premier ministre a complètement banalisé la situation.

Il a dit que rouler 50 km pour se faire soigner « c'est pas grave ».

Un manque flagrant de compréhension et d'empathie par rapport à ce que les gens vivent sur le terrain.

C'est ça qu'on a vu hier.

[PAUSE]

Le système craque de partout.

À Dolbeau, à Gatineau, à Shawville, à Sept-Îles, à Coaticook, à Ville-Marie, à Matane.

Imagineriez-vous que l'on dise aux familles de Québec d'aller se faire soigner à Trois-Rivières ou encore aux Montréalais d'aller à l'hôpital de Sherbrooke?

C'est exactement ce que fait le gouvernement dans ces régions-là.

Au lieu de développer les régions du Québec, il les ferme petit à petit.

.....

SPECTACLE DU PM

A-t-on vu le premier ministre aller à la rencontre des Québécois dans le milieu culturel, dans les différents domaines de l'industrie?

Le premier ministre a-t-il eu des discussions avec des entrepreneurs

Le premier ministre a-t-il animé une quelconque discussion sur l'après-pandémie?

Non.

Rien de tel, Monsieur le Président.

Rien qui aurait pu dénoter une volonté d'imaginer la suite AVEC les Québécois.

Rien pour nous rassembler.

Rien pour dire : et si on imaginait le Québec d'après TOUS ET TOUTES ensemble.

On l'aurait suivi dans une telle approche.

On aurait participé à un tel exercice.

Mais le premier ministre avait des visées beaucoup plus personnelles,

Plus partisans.

C'est d'ailleurs le sens de tout ceci, discours inaugural, nouvelle session...

Inutile dans le fond parce que l'on n'a rien appris de nouveau.

C'est son spectacle, le spectacle du PM, qu'il a élaboré derrière des portes closes.

.....

Quand la crise a éclaté.

Quand il a fallu, devant la menace, mettre le Québec sur pause et se retrousser les manches, nous avons été à ses côtés.

Il y a des circonstances où la nécessité fait loi.

Où le pouvoir démocratique doit s'affirmer.

Nous le comprenons.

Et nous avons eu ce sens du devoir.

Mais ce qui était dicté par la nécessité est vite devenu motivé par l'orgueil.

Le premier ministre a pris goût à cette façon de gouverner.

Il a coupé les ponts de la collaboration.

Il s'est gavé de cette formidable exposition médiatique.

Il s'est replié sur lui-même.

Et il est devenu un premier ministre autoritaire.

Qui n'écoute pas.

Qui n'écoute pas les experts.

Qui n'écoute pas les travailleurs de la santé.

Qui n'écoute pas les éducatrices.

Qui n'écoute pas les enseignants.

Il est devenu celui qui sait, celui qui décrète.

Government knows best, comme on dit chez les anglophones.

Le pouvoir lui est monté à la tête.

Et ce premier ministre déconnecté des réalités du terrain, obnubilé par son pouvoir, s'est mis à enchaîner les déclarations inconsidérées.

.....

Le premier ministre, père autoproclamé de la nation, a dit aux Québécois pour qui voter aux élections fédérales.

Comme si nous n'avions pas l'intelligence de faire nos propres choix.

Il a mis ses intérêts partisans, personnels dans la balance.

Il a préféré un appui hypothétique à son tunnel de 10 milliards plutôt qu'à une entente ferme sur les garderies pour aider les familles du Québec.

Quel sera désormais le rapport de force du Québec devant le gouvernement fédéral?

Le père auto-proclamé de la nation a aussi dit qu'il n'y aurait pas de congé pour la Réconciliation avec les Autochtones, parce que le Québec avait besoin et je cite « de productivité ».

Monsieur le président, j'ai étudié en ingénierie industrielle et je me suis spécialisée en productivité.

Je peux vous parler de productivité pendant des heures ... mais pas le jour de la Réconciliation avec les peuples autochtones, pas le jour où partout on se remémore les vies fauchées d'enfants autochtones.

Les bras nous tombent.

Et pour la compassion, et la solidarité, c'est un zéro absolu.

Parce qu'au-delà de la productivité, il y a l'histoire et le devoir de mémoire.



De ce côté, nous croyons qu'il faut aider les Québécois à se réunir.

Qu'il faut les engager à définir le Québec de l'après-pandémie ensemble.

Nous croyons qu'il faut écouter

Nous croyons qu'il faut viser mieux.

En environnement.

En santé.

Sur le plan économique.

ENVIRONNEMENT

Le père auto-proclamé de la nation a aussi dit qu'il ne sacrifierait pas des emplois pour l'environnement.

C'est une déclaration sortie tout droit des années 80. Ça peut vous sembler tout proche, mais ça fait 40 ans.

C'est la détérioration de l'environnement qui menace l'emploi et la qualité de vie, pas sa protection.

C'est l'incapacité du premier ministre d'agir avec vigueur contre les changements climatiques qui représente un risque financier et économique.

D'ailleurs, entendre ce gouvernement parler d'environnement, c'est affligeant, Monsieur le Président.

La CAQ a d'ailleurs levé très haut la barre de l'absurde en matière de transports et de durabilité.

Selon ce gouvernement, dans peu de temps, tous les véhicules qui passeront dans leur tunnel de 10 milliards seront verts.

Je ne sais même pas par où commencer M. le Président ? Je ne sais pas par où commencer ?

Bien sûr, les véhicules électriques sont un progrès et on souhaite que le Québec soit une force en ce domaine.

Mais la voiture électrique, ce n'est pas une solution à la congestion routière.

Ce n'est pas une solution à la surconsommation des ressources.

Ça ne rend pas moins graves les enjeux d'étalement urbain.

Sans compter les impacts environnementaux sur notre fleuve. Simplement, ce tunnel de 10 milliards basé sur aucune étude environnementale est une aberration.

Il sait tellement que c'est une aberration qu'hier il n'en a pas parlé une seule fois.

Et plus le gouvernement en parle, plus il s'enfonce.

Le gouvernement a l'intention d'engloutir 10G\$ d'argent public dans ce que le premier ministre qualifie lui-même de la moins pire des options.

10 milliards de \$ pour la moins pire des options.

Quelle est cette vision de l'intérêt public?

Pendant ce temps, la Côte-Nord attend toujours d'avoir un premier lien pour unir Tadoussac et la Baie-Sainte-Catherine.

[PAUSE]

Toujours en matière d'environnement, on doit penser autrement, le statu quo n'est plus acceptable.

Je sais qu'il aime le Petit Robert, mais de ce côté nous préférons le Grand Robert.

Et comme disait Robert Bourassa, nous devons nous adapter à notre temps.

Le premier ministre est encore dans la dualité économie environnement.

Nous, nous pensons que le Québec doit assumer un leadership à l'échelle canadienne et globale.

Nous applaudissons bien sûr quand Hydro-Québec signe une entente avec la ville de New York pour vendre de l'énergie renouvelable à la métropole américaine.

Mais nous savons tous que ce sont des discussions de longue haleine, entreprises bien avant l'élection de ce gouvernement.

Quelle est la suite?

Nous voudrions voir le leadership environnemental du Québec s'étendre.

Imaginez une coopération entre les provinces, animée par le savoir-faire du Québec en énergie renouvelable, pour que le Québec et le Canada atteignent les cibles de réduction des émissions.

Alors oui, nous devons sortir l'argent des Québécois des sables bitumineux, mais oser le pas suivant, celui qui serait vraiment transformateur. Contribuer à sortir le Canada du pétrole.

Mais cela suppose une combinaison de vision environnementale et de diplomatie intracanadienne.

Ce sont deux facultés qui manquent à ce gouvernement.



GESTION DU GOUVERNEMENT

L'État craque.

Le gouvernement accorde des primes en situation de panique.

Pour les préposés aux bénéficiaires.

Pour les infirmières.

Pour les éducatrices en garderie.

Le gouvernement est comme un plombier dans les dessins animés qui bouche une fuite avec une main, puis une autre avec l'autre main, puis un pied...

On imagine la suite. Une perte de contrôle.

Mais pourquoi sommes-nous dans une telle situation?

Pourquoi sommes-nous dans une crise généralisée des services publics?

C'est ça la question qu'on doit se poser.

La réponse est mathématique, Monsieur le Président.

Elle est démographique.

Ce que nous voyons, c'est d'abord la conséquence du vieillissement de la population.

La demande en soins de santé augmente et le nombre de candidats à l'emploi dans les services sociaux diminue.

Et les piètres conditions de travail viennent aggraver le problème.

Il y a déjà plusieurs années que le nombre de personnes qui prennent leur retraite chaque année dépasse le nombre de jeunes qui entrent sur le marché du travail.

C'est ce qui crée les pénuries de main-d'œuvre partout.

Mais le premier ministre n'y croyait pas.

Il n'y croyait pas en 2016, en 2018 quand il y avait 120 000 postes vacants et toujours pas aujourd'hui.

Hier, il n'a pas prononcé une seule fois le mot pénurie.

Vous savez pourquoi M. le Président?

Parce que ça voudrait dire de reconnaître que l'heure est grave. Ne pas nommer le problème c'est faire comme s'il n'existait pas.

Alors qu'il existe 200 000 fois plutôt qu'une.

Il a nié ce problème, cette évidence mathématique.

Il a sabré dans l'immigration qui est l'une des solutions, parmi plusieurs autres.

Il a détruit 18,000 dossiers qui représentaient environ 40,000 personnes.

Combien de ces personnes étaient des infirmières ? Combien étaient des préposés ? Combien étaient des enseignants ? Combien étaient des éducatrices ?

Ce sont autant de mesures pour aider à contrôler les pénuries de main-d'œuvre.

Mais le premier ministre n'a pas eu cette vigilance.

Il a préféré entretenir une forme de crainte de l'autre.

Il a préféré diviser les Québécois plutôt que de les rassembler.

ANGLOPHONES

Parlant de division, le premier ministre, hier, dans ses deux seules phrases prononcées en anglais, a fait allusion à la communauté 'historique' anglophone.

De plus, a-t-il dit, cette communauté devrait se compter chanceuse de son sort au Québec.

Well, I have a message for the Premier of all Quebecers and to all English-speaking Quebecers:

Yes, you are part of our history but so much more than that — across Quebec, you are a valued and vital partner in the present and the future of Québec.

You have built and sustained schools and hospitals, media and cultural institutions that are proudly shared with all Quebecers.

You have strived to be allies in the protection and strengthening of our common language, you share the hopes and determination of all of us to build a modern, green and inclusive Quebec.

Yes, I hear your concern and, yes, your suspicion, when you witness the Premier describing your place here.

Well, let him understand, here, now and always: you are Quebecers — à part entière— and expect to be so recognized in words, in actions, in law — today and every day!



SANTÉ

En santé, nous croyons qu'il faut sortir de cette politique mur à mur, hyper centralisée, qui brime l'initiative locale et régionale.

Il faut favoriser des solutions adaptées à chaque milieu.

Peu importe les belles paroles du PM hier, la réalité c'est que les Québécois attendent plus longtemps à l'urgence et n'ont toujours pas de médecins de famille.

Je pense à

- Isabelle, son rendez-vous avec le médecin a été reporté 9 fois

- Ruth, 94 ans, qui attend toujours d'avoir un médecin de famille après plus de 2 ans

On devrait repenser les partenariats entre l'État et les organismes du milieu.

Avoir pour origine et finalité de la réflexion, la réponse aux besoins de la population.

On pourrait, comme nous l'avons proposé :

- Santé mentale – détresse des enfants
- Soins à domicile – meilleur maison la nôtre

[EXEMPLE ANDRÉ DE SAINT-ELIE-DE-CAXTON]

Mais la CAQ n'est pas dans cette approche consistant à faire confiance aux communautés.

La CAQ est dans la perpétuation d'un modèle ancien.

Le premier ministre dicte.

.....

ÉCONOMIE

Sur le plan de l'économie aussi, on doit sortir des modèles anciens.

L'enjeu n'est plus de dire qu'un investissement créera 1 000 emplois.

De toute façon, ce n'est pas des emplois dont nous avons besoin, mais des travailleurs.

L'enjeu est de dire qu'un investissement améliorera la qualité de vie des citoyens, des travailleurs, et contribuera à la réduction des émissions.

Le geste économique doit devenir un geste qui a aussi une portée sociale et environnementale.

Le modèle consistant à investir pour créer des jobs et à taxer pour ramasser les dégâts, ce n'est plus ça la société.

L'investissement dans le développement économique doit répondre à des besoins et générer des retombées positives pour la communauté dans le respect de l'environnement.

La création de richesse est un geste qui doit avoir un sens.

Et on doit travailler le plus possible dans une optique d'économie circulaire et d'écoconception.

Ça veut dire qu'au moment d'imaginer un produit, on doit savoir comment on va en disposer à la fin, comment on va le réutiliser ou comment ses composantes vont servir à d'autres entreprises.

C'est de cette façon qu'on devrait penser l'économie aujourd'hui.

Pas en opposant environnement et emplois.

.....

On devrait avoir le même genre de réflexion face aux pénuries de main-d'œuvre.

J'y reviens.

Dans chaque région, dans chaque milieu, on peut trouver des solutions adaptées.

Automatiser certaines tâches.

Revoir l'organisation du travail.

Développer des incitatifs pour encourager les travailleurs d'expérience à rester ou revenir au travail.

Créer des partenariats entre les entreprises pour échanger des services.

Collaborer avec les centres de formation pour qualifier rapidement des travailleurs immigrants, ou autochtones dans certaines régions.

Mais on est aussi capable de ramener les seuils d'immigration au niveau de 2018 afin de recruter davantage de travailleurs.

On ne peut pas exclure une solution qui représente plus de 20% de la solution.

Et on ne doit pas avoir peur d'en parler.

.....

On envisage les enjeux de main-d'œuvre dans une optique de bien-être des travailleurs et de valorisation de la contribution humaine.

Il me semble que c'est de cette façon dont on devrait discuter de main-d'œuvre.

Mais ce gouvernement n'est pas là.

Il est ailleurs, pris dans le passé.

À opposer entrepreneurs et travailleurs

À opposer ceux qui font plus et moins que 56 000\$

Au lieu de rassembler, le premier ministre divise.

.....

FAMILLE

[EXEMPLE LUCIE CPE SHERBROOKE]

Nous voyons la même déconnexion dans l'aide à la famille, plus précisément dans le domaine des garderies.

Comment, par exemple, ce gouvernement a-t-il pu soutenir qu'il n'avait pas besoin d'argent pour remettre sur pied le réseau des garderies ?

Combien de femmes restent à la maison parce qu'il manque 51 000 places ?

Pas 37 000 comme il l'a dit hier, mais bien 51 000

Il y a de l'argent qui s'en vient du gouvernement fédéral.

6 milliards dus au Québec comme compensation pour l'investissement du gouvernement du Canada dans un réseau pancanadien de garderies subventionnées.

Évidemment, cet argent doit être versé sans condition au Québec.

Par principe.

Parce que le gouvernement fédéral n'a pas à dire aux Québécois comment agir dans leur domaine de compétence.

J'enjoins cependant le premier ministre d'investir cette somme dans le réseau des garderies.

Cette somme permettrait de rehausser durablement les conditions de travail des éducatrices.

Il permettrait d'offrir à tous les parents des places à 8,50 \$ par jour.

Et, surtout, de reconnaître l'accès aux services de garde comme un droit au même titre que l'éducation.

.....

ÉDUCATION

Parlant d'éducation, M. le président.

En 2018, le premier ministre disait que la grande priorité était l'éducation.

« Pour la première fois depuis les années 60, l'éducation va être la première priorité du gouvernement. Et notre grande ambition, ce n'est rien de moins que de donner à chaque enfant tous les outils pour aller au bout de son potentiel. »

Tout ce qu'il a donné à nos enfants c'est de l'instabilité dans nos écoles.

Bien sûr, il y a eu la pandémie.

On le comprend.

On comprend les prouesses des professeurs et des parents pour que l'école se fasse à la maison.

On comprend l'urgence du départ.

Mais on ne comprend pas, on n'accepte pas l'indécision, l'inconsistance, l'incapacité généralisée qui ont caractérisé la suite.

Les manigances entourant les tests de qualité de l'air.

La saga des purificateurs.

Le fouillis de la disparition des tests rapides.

Les contradictions presque quotidiennes.

L'impression globale et continue que ce gouvernement était totalement, mais totalement dépassé par la situation.

La priorité numéro un du premier ministre a été son échec le plus pitoyable.

Et cet échec porte un nom :

[EXEMPLE ANAIS – ECHEC DE LA CAQ PORTE UN NOM]

[EXEMPLE MANQUE DE TRANSPARENCE]

[EXEMPLE DÉCROCHAGE 2x BAS SAINT LAURENT – MONTÉRÉGIE – GASPÉSIE]

URGENCE SANITAIRE

Le premier ministre nous a fait une grande démonstration d'autopromotion hier.

Il continue de ne pas écouter les Québécois et les Québécoises.

De diriger seul au sommet de sa tour d'ivoire.

De prendre des décisions sans même passer à la table de négociations. Il continue de gouverner par décret.

82, M. le President.

82, c'est le nombre de fois que le gouvernement a renouvelé l'état d'urgence.

82, c'est aussi le nombre de fois où le gouvernement s'est octroyé tous les pouvoirs extraordinaires depuis le début de la pandémie.

Loin de là notre intention de minimiser l'impact de la crise au contraire, nous avons été les premiers à réclamer la vaccination obligatoire dès janvier.

Toutefois, lorsque le gouvernement nous sort le grand jeu pour protéger son image, il est temps de tourner la page sur la gouvernance autoritaire.

Alors que nous sommes de plus en plus en mesure de planifier, il est temps de revenir au processus démocratique normal.

Il est temps de recommencer à gouverner tous ensemble.

Il est temps de lever l'État d'urgence.

[PAUSE]

Il faut revenir à une politique centrée sur les besoins des citoyens.

À une politique qui rassemble tous les Québécois au lieu de les diviser.

Et c'est exactement ce que nous proposons aux Québécois.

.....

Tout cela est lié, Monsieur le Président.

Il faut repenser l'organisation du Québec.

Et ça ne se fait pas en vase clos.

Ça se fait en discussion avec les citoyens.

Ça ne se fait pas sans travailleurs.

Ça ne se fait pas en opposant l'environnement à l'économie.



Ce que nous voulons, c'est que chaque personne puisse développer son plein potentiel.

Peu importe d'où elle vient.

Peu importe, où elle a grandi.

Peu importe son quartier.

C'est ça qui nous anime.

Tous ceux et celles qui nous écoutent à la maison ont des rêves.

De travailler au cinéma, de devenir musicien, ou encore ingénieur, hôtelier, restaurateur.

Les Québécois aspirent à ce qu'il y a de mieux.

À rêver.

Et notre devoir, c'est de les aider à réaliser leurs rêves.

D'abolir les obstacles et de s'assurer que tout le monde puisse avoir une chance égale de réussir.



M. Le Président, lors de son discours en 2018 le premier ministre nous disait que la peur était l'adversaire du gouvernement.

Il avait même cité Roosevelt « La seule chose dont on doit avoir peur, c'est la peur elle-même. »

3 ans plus tard force est de constater que c'est lui-même qui entretient cette peur.

La peur de l'autre.

La peur de ceux et celles qui ne pensent pas comme lui.

La peur de ceux et celles qui ne sont pas dans sa définition à lui de ce que c'est d'être Québécois.

Pas celle du Petit Robert, la sienne.

Pour nous, il n'y a pas un Québec bleu ou un Québec rouge.

Il n'y a pas de Québec conservateur ou de Québec progressiste, il y a le Québec.

Et nous devons engager l'ensemble des Québécois et Québécoises dans une grande réflexion.

Dans une grande discussion sur ce que nous voulons bâtir ensemble après cette pandémie.

Parce que oui, nous devons faire mieux.

Et pour ce faire.

Voulons-nous le statu quo? Voire même un retour en arrière comme le propose la CAQ?

Où voulons-nous nous projeter dans l'avenir, vers une société plus juste, plus verte, tournée vers le progrès?

Poser la question c'est y répondre M. le President.

Nous ne pouvons plus continuer de faire les choses comme avant.

Et c'est tous ensemble que nous trouverons les meilleures solutions.

Alors que la CAQ veut nous imposer sa façon de penser, nous voulons écouter les Québécois.

On ne sera peut-être pas toujours d'accord, mais vous savez quoi, contrairement au premier ministre, nous aimons débattre des idées et trouver des consensus.

Nous aimons discuter, pour mieux rassembler.

Parce que vous savez quoi ?

C'est ensemble que nous bâtirons l'avenir.

C'est ensemble que nous bâtirons l'avenir de nos enfants.

L'avenir de notre économie et de notre société.

L'avenir de nos enfants.

.....

Je suis allée en Mauricie, en Estrie, en Abitibi, en Outaouais, en Montérégie, sur la Côte-Nord.

J'ai discuté avec les Québécois et les Québécoises.

J'ai écouté les élus locaux, les entrepreneurs, les travailleurs, les jeunes.

J'ai été dans les usines, dans les écoles, dans les restaurants, dans la rue.

J'ai entendu les gens me parler de leurs espoirs, de leurs inquiétudes.

J'ai senti partout un désir d'être entendu.

D'être écouté.

Voyez-vous, Monsieur le Président, j'ai cette profonde conviction que la politique se fait au contact des gens.

J'ai cette conviction que quand les événements sont graves, le rôle des élus, c'est de favoriser la réunion, de se parler, de s'écouter, pas de se diviser.

De faire émerger des consensus pour éclairer un chemin qu'on va emprunter **TOUS** ensemble.

Cette année, c'est une année importante.

C'est une année où les Québécois pourront rêver.

C'est une année où les Québécois devront choisir le gouvernement qu'ils veulent.

Et le choix sera clair!

Ils auront le choix entre un gouvernement caquiste qui gouverne seul ou un gouvernement libéral qui gouverne avec les gens.

Entre un gouvernement caquiste qui voit l'environnement comme un obstacle au progrès et un gouvernement libéral qui voit l'environnement comme une voie d'avenir.

Entre un gouvernement caquiste qui nie la pénurie de main-d'œuvre et un gouvernement libéral qui se met au travail pour trouver des solutions.

Entre un gouvernement caquiste qui voit la diversité comme une menace à la cohésion sociale et un gouvernement libéral qui se sent riche de sa diversité.

Entre un gouvernement caquiste qui est déconnecté de la réalité et un gouvernement libéral qui a les deux pieds sur le terrain

Monsieur le Président,

C'est une année où les Québécois pourront choisir entre un gouvernement caquiste pris dans le passé ou un gouvernement libéral tourner vers l'avenir.